

## Développements macroéconomiques récents

L'économie nigériane a connu une croissance de 3,6 % en 2021, après une contraction de 1,8 % en 2020. La croissance a été soutenue du côté de l'offre par une expansion de 4,4 % du secteur non pétrolier, contre une contraction de 8,3 % du secteur pétrolier, par l'agriculture (2,1 %) et les services (5,6 %), et du côté de la demande, par la consommation publique et privée. Le revenu par habitant a augmenté de 1,0 % en 2021. Le déficit budgétaire s'est réduit à 4,8 % du PIB en 2021, contre 5,4 % en 2020, en raison d'une modeste hausse des recettes, et a été financé par des emprunts. La dette publique en 2021 s'élevait à 95,8 milliards USD, soit environ 22,5 % du PIB.

L'inflation moyenne annuelle s'est établie à 17,0 % en 2021 contre 13,2 % en 2020 et au-dessus de l'objectif de 6 à 9 % de la Banque centrale. L'inflation a été alimentée par la hausse des prix des denrées alimentaires en début d'année et par la répercussion du taux de change. La Banque centrale a maintenu le taux directeur inchangé à 11,5 % en 2021 pour soutenir la reprise économique. Le déficit du compte courant s'est réduit à 2,9 % du PIB en 2021, contre 4 % en 2020, grâce à la reprise des recettes pétrolières. L'amélioration des exportations de pétrole et le décaissement de l'allocation de DTS de 3,4 milliards USD (0,8 % du PIB), dans l'attente d'une décision sur son utilisation, ont contribué à porter les réserves brutes à 40,1 milliards USD en 2021. Le ratio des prêts non productifs par rapport aux prêts bruts était de 4,9 % en décembre 2021 (exigence réglementaire de 5 %), tandis que le ratio d'adéquation des fonds propres était de 14,5 % (référence réglementaire de 10 %). La pauvreté et le chômage sont restés élevés, globalement inchangés par rapport à leurs taux de 2020, 40 % et 33,3 %, respectivement.

## Perspectives et risques

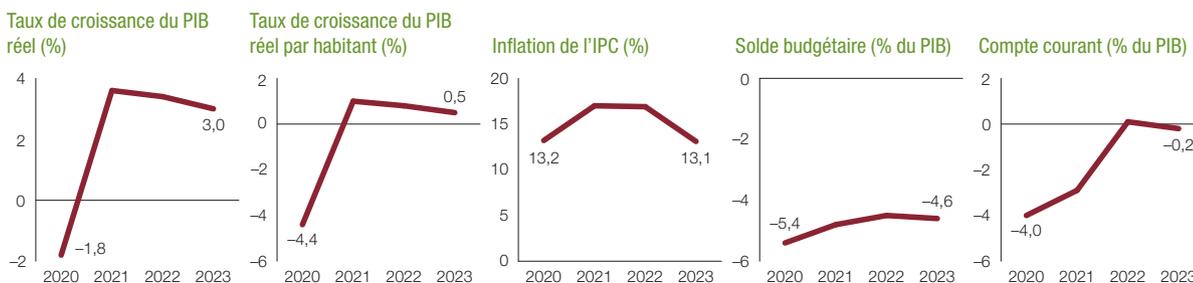
La croissance ralentira, pour s'établir à 3,2 % en moyenne en 2022–2023, en raison de la faiblesse persistante de la production pétrolière et de l'insécurité croissante. L'inflation devrait rester élevée à 16,93,2 % en 2022 et rester au-dessus du niveau prépandémique en 2023, principalement en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires, du diesel et du gaz, et des perturbations persistantes de l'approvisionnement amplifiées par le conflit Russie-Ukraine. Une reprise prévue des entrées de capitaux et une légère augmentation des exportations de pétrole. L'avantage d'un choc pétrolier positif prévu sur les exportations pourrait toutefois être partiellement

compensé par un faible effet de production dû à une baisse de la production pétrolière, alimentée par les déficiences des infrastructures et l'insécurité croissante. L'excédent marginal projeté du compte courant, soit 0,1 % du PIB en 2022 pourrait se transformer en un déficit de 0,2 % en 2023. L'amélioration de la collecte des recettes permettra de ramener le déficit budgétaire à une moyenne de 4,5 % du PIB. La dette publique devrait atteindre 40 % du PIB d'ici 2024 grâce à de nouveaux emprunts. Les menaces qui pèsent sur les perspectives pourraient être exacerbées par l'insécurité croissante et l'incertitude politique renforcée par l'annulation de la suppression des subventions sur les supercarburants de qualité supérieure initialement prévue un an avant les élections de 2023.

## Changement climatique et options de politiques publiques

L'impact du changement climatique se traduit par une baisse du rendement des cultures de 7 % à court terme (2006–35) et de 25 % à long terme (d'ici 2050). L'augmentation prévue de la température maximale annuelle de 3 à 4 °C entre 2050 et 2070 pourrait compromettre davantage la productivité agricole et provoquer un stress hydrique plus important. Les pénuries d'eau et de pâturages sont déjà à l'origine de conflits communautaires. Le Nigeria est au 73<sup>e</sup> dans l'IRC 2021.

La transition vers une économie à faible émission de carbone met en lumière la situation critique dans laquelle se trouvent le secteur pétrolier et les infrastructures énergétiques du Nigeria. Le pétrole et le gaz représentent plus de 85 % des exportations et environ la moitié des revenus. L'élimination des combustibles fossiles constituera un frein à la transition vers des revenus plus élevés, mais offre une chance de développement inclusif et écologique. La nouvelle CDN révisée 2021–30 et le plan national d'adaptation 2021 mis à jour fixent les objectifs d'émissions pour 2030 à 453 Mt éqCO<sub>2</sub>, soit environ la moitié du niveau prévu en 2015. Il s'agit d'une augmentation annuelle de 2,6 %, avec un financement total estimé à 177 milliards USD. La loi sur le changement climatique (2021), alignée sur le plan de développement national à moyen terme, fournit le cadre juridique. Les investissements dans les énergies propres, l'agriculture intelligente et les technologies de protection contre le changement climatique sont essentiels pour la résilience de la transformation économique et la diversification tirée par les exportations. Les efforts politiques du Nigeria sont de bon augure pour atteindre, d'ici 2030, l'ODD 13 relatif à l'action climatique, cependant, les risques sont nombreux.



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.